

BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 2 JUIN 2025

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 15		
QUORUM : 8		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	2
OBJET DE LA DECISION		
N° 25/321		
ACQUISITION DE 6 AUTOBUS GABARIT REDUIT FAIBLE LARGEUR ELECTRIQUE - PROLONGATION DU DELAI DE LIVRAISON - MODIFICATION DE LA DECISION N°24/52 DU BUREAU METROPOLITAIN DU 22 JANVIER 2024		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/321

BUREAU DU 2 JUIN 2025

**O B J E T : ACQUISITION DE 6 AUTOBUS GABARIT REDUIT
FAIBLE LARGEUR ELECTRIQUE - PROLONGATION DU
DELAJ DE LIVRAISON - MODIFICATION DE LA
DECISION N°24/52 DU BUREAU METROPOLITAIN DU
22 JANVIER 2024**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Commande Publique et notamment les articles L.2113-2 et L.2113-4, relatifs au recours à la Centrale d'achat, et les articles R.2162-7 et R.2162-8 et R.2162-11 et R.2162-12, relatifs aux marchés subséquents,

VU la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte,

VU le décret n°2017/1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le décret n°2017-21 du 11 janvier 2017 relatif aux obligations d'achat ou d'utilisation de véhicules à faibles émissions,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023, portant délégations du Conseil Métropolitain au Président et au Bureau Métropolitain,

VU l'article 5 des Statuts de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la décision n°15/88 du bureau communautaire en date du 16 février 2015, relative à l'adhésion de la Métropole à la Centrale d'Achat du Transport Public (C.A.T.P.),

VU la décision n°24/52 du Bureau Métropolitain du 22 janvier 2024 autorisant l'acquisition de six autobus gabarit réduit faible largeur électrique,

VU l'accord-cadre N°2020-02 (29RLCA), passé par la Centrale d'Achat du Transport Public (C.A.T.P) relatif à l'acquisition de véhicules neufs de différentes catégories et de matériels accessoires pour le transport urbain et interurbain de voyageurs, et son lot n°5 pour les autobus gabarit réduit faible largeur électrique, notifié à la société IVECO,

VU le marché subséquent à bons de commande n°2020-02-33 passé par la C.A.T.P, notifié à la société IVECO le 27 février 2024,

CONSIDERANT que le Code de la Commande Publique stipule qu'une centrale d'achat est un acheteur qui a pour objet d'exercer de façon permanente, au bénéfice des acheteurs, l'une au moins des activités d'achat centralisées suivantes :

- 1°L'acquisition de fournitures ou de services ;
- 2°La passation des marchés de travaux, de fournitures ou de services (Article L2113-2),

CONSIDERANT qu'il dispose également que « L'acheteur qui recourt à une centrale d'achat pour la réalisation de travaux ou l'acquisition de fournitures ou de services est considéré comme ayant respecté ses obligations de publicité et de mise en concurrence pour les seules opérations de passation et d'exécution qu'il lui a confié. » (Article L2113-4),

CONSIDERANT que la Centrale d'Achat du Transport Public (C.A.T.P) a été créée le 8 septembre 2011, association loi 1901, par des élus locaux et des techniciens de collectivités territoriales pour optimiser les achats en matière de transport public pour ses adhérents,

CONSIDERANT que par décision du Bureau Communautaire n°15/88 en date du 16 février 2015, Toulon Provence Méditerranée a adhéré à la Centrale d'Achat du Transport Public (C.A.T.P.), pour ses besoins d'acquisitions en matériel roulant et d'équipement en matière de Transports,

CONSIDERANT le besoin pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée de procéder à l'acquisition de bus gabarit réduit faible largeur électrique,

CONSIDERANT l'engagement de commande n°1,

CONSIDERANT que conformément à l'engagement de commande n°1, le délai de livraison est de 49 semaines à compter de la date de notification du bon de commande au Titulaire (fermetures comprises),

CONSIDERANT que le système d'aide à l'Exploitation et à l'information Voyageur (SAEIV) qui équipe chaque bus nécessite la réalisation préalable par la Société INEO de plans d'implantation spécifiques, une coordination entre les différents fabricants de matériel, et une recette particulière en usine avant la livraison,

CONSIDERANT que des dysfonctionnements ont été constatés lors de la phase de mise en service,

CONSIDERANT que la résolution de problèmes puis la réalisation des contrôles de qualité et tests de recette ont mobilisé les différentes parties prenantes pour une durée de 4 semaines,

CONSIDERANT que l'organisation des mises en service des équipements embarqués (SEIPRA, INEO, LUMIPLAN, VIX, ACOREL, CAPTE) à la livraison des véhicules sur le site du délégataire nécessite un délai supplémentaire de 4 semaines,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

DE MODIFIER la décision n°24/52 du Bureau Métropolitain du 22 janvier 2024 pour prolonger le délai d'exécution de 4 semaines.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la prolongation du délai d'exécution des prestations objet du bon de commande n°1, de 4 semaines, ajouté au délai de livraison contractuel de 49 semaines.

ARTICLE 4

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

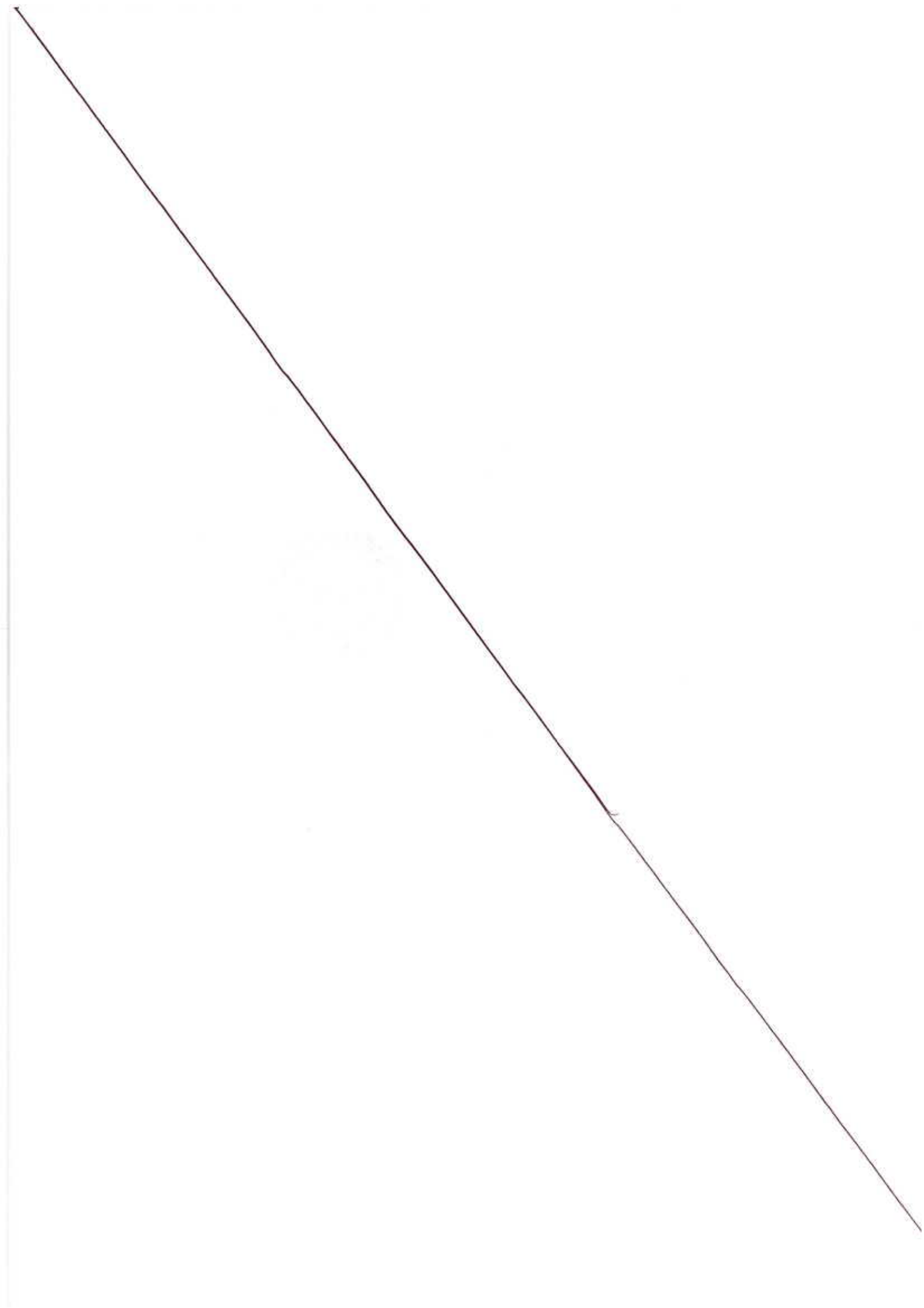
Fait à Toulon, le 2 juin 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0





Accord-Cadre n°2020-02

**Acquisition de véhicules neufs de différentes catégories et de matériels
accessoires pour le transport urbain et non urbain de voyageurs**

Marché subséquent n° 2020-02-33

Lot n°5

Bon de commande n°1

Demande de prolongation du délai d'exécution

A - Identification de l'acheteur

AGIR Transport sous la dénomination commerciale :
CENTRALE D'ACHAT DU TRANSPORT PUBLIC
23 Rue Daviel
75013 PARIS
SIRET 539 537 886 00035

B - Identification du titulaire

IVECO
1 rue des Combats du 24 Août 1944 - Porte E - 69 200 VENISSIEUX
Siret 419 683 818 00027

C - Objet du marché subséquent

Le présent marché subséquent a pour objet l'acquisition de véhicules relevant du lot n°5 de l'accord-cadre n°2020-02-33 relatif à l'acquisition de véhicules neufs de différentes catégories pour le transport urbain et interurbain de voyageurs.

Il est destiné à Métropole Toulon Provence Méditerranée.

D – Identifications des prestations

La présente demande de prolongation du délai d'exécution concerne :

☐ La totalité des prestations objet du bon de commande n° n°1 notifié le 27/02/2024

☐ Les prestations suivantes objet du bon de commande n°x notifié le xxx :

-
-

E – Modalités de mise en œuvre de la prolongation

De plus, conformément à l'article 13.3 du CCAG-FCS de 2009 relatif à la prolongation du délai d'exécution :

« 13. 3. 1. Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

13. 3. 2. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale au pouvoir adjudicateur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, au pouvoir adjudicateur la durée de la prolongation demandée.

13. 3. 3. Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

La demande de prolongation ne peut être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire, dans le cadre d'un ordre de réquisition.

Sous réserve que le marché n'ait pas lui-même pour objet de répondre à une situation d'urgence impérieuse résultant de situations imprévisibles, la demande de prolongation ne peut pas davantage être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire, dans le cadre d'un marché passé en urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles.

La durée d'exécution du marché est prolongée de la durée nécessaire à la réalisation des prestations réalisées sur réquisition ou pour les besoins du marché passé en urgence impérieuse. »

F – Motivations de la demande de prolongation

Le titulaire du marché subséquent doit expliquer de manière détaillée les raisons pour lesquelles il est dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels. Il doit en outre indiquer la date à compter de laquelle il demande une prolongation du délai d'exécution du contrat. Les explications apportées sont accompagnées de tout document justificatif nécessaire à l'appui de sa demande.

La Métropole de Toulon a un niveau d'exigence élevé en matière d'équipement embarqué. Le Système d'aide à l'Exploitation et à l'Information Voyageur (SAEIV) qui équipe chaque bus est connecté au système billettique, aux cellules de comptage voyageurs, aux écrans d'information intérieurs et extérieurs. Son intégration à chaque véhicule nécessite la réalisation préalable par la Société INEO de plans d'implantation spécifiques, une coordination entre les différents fabricants de matériel, et une recette particulière en usine avant la livraison. Des dysfonctionnements ont été constatés lors de la phase de mise en service. Ce système global étant spécifique, la résolution des problèmes puis la réalisation des contrôles qualité et tests de recette ont mobilisé les différentes parties prenantes pour une durée de 4 semaines, justifiant le retard constaté

G – Durée de la prolongation

Le titulaire sollicite une prolongation de l'exécution des prestations visées à l'article D du présent document de **04 semaines**, ajouté au délai de livraison contractuel renseigné dans le bon de commande.

H – Signature du titulaire

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

I – Avis et signature de l'acheteur

Conformément aux dispositions précitées et au retard des explications apportées par le titulaire, la CATP :

☐ donne son accord pour prolonger le délai d'exécution des prestations mentionnées à l'article D de la présente demande ;

☐ ne donne pas son accord pour prolonger le délai d'exécution des prestations mentionnées à l'article D de la présente demande pour les motifs exposés ci-après :

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

